

Plainte du Mali contre la France à l'ONU : La société civile africaine dénonce l'omerta de certains Etats

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 08 SEPTEMBRE 2022

1177

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Guerre autour de l'héritage politique de Soumaïla Cissé

Risque d'implosion de l'URD



Autonomisation des femmes : Des actions probantes pour sa concrétisation !



« N'Tola Saraman » de l'UNAFOM : Le sport comme vecteur de paix !



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

07 sept.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

862

Nouveaux cas confirmés

131

Nouveaux guéris

35

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

551 791 Vaccinations incomplètes

1 681 094 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

31 912

Guéris

30 608

Décès

739

dont 268 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.12



P.18



P.24



/ Une /



Guerre autour de l'héritage politique de Soumaïla Cissé : Risque d'implosion de l'URD

P.5

/ Brèves /



Climat : John Kerry espère que la COP27 va libérer "l'énergie" nécessaire "pour changer le monde"

P.12

Tensions au Burundi : Le ministre de l'Intérieur nommé Premier ministre

P.12

Guinée : Le procès du massacre de 2009 s'ouvrira "probablement" fin septembre (Ministre)

P.13

Mozambique : Une religieuse italienne tuée dans une attaque attribuée aux jihadistes

P.13

Attaques de jihadistes présumés au nord du Burkina : Au moins neuf morts dont sept civils

P.14

/ Actualité /



Mali : Les jihadistes de l'EI prennent une localité clé après d'âpres combats

P.17

Fourniture des intrants agricoles : Quand la professionnalisation s'impose

Dialogue avec les taïkonautes : Échanges entre 3 astronautes chinois et des étudiants africains

P.18

Autonomisation des femmes : Des actions probantes pour sa concrétisation !

P.19

/ Politique /



Lettre à grand-père : La démocratie mal expliquée !

P.23

Gestion de la transition : L'imam Dicko taxé d'"isolationniste" par ses partisans

P.24

Plainte du Mali contre la France à l'ONU : La société civile africaine dénonce

P.25

l'omerta de certains Etats

/ Culture & société /



Deuil : Nabintou Diakit s'est éteinte le Wassoulou perd une voix pure et pleine de promesses

P.27

/ International /



Burundi : Évariste Ndayishimiye, président d'une ouverture sous contrôle

P.29

Trafic, esclavagisme, violences : Le calvaire des employées ouest-africaines à Oman

P.30

/ Sport /



Les arènes de Luanda : Un vestige qui attend sa renaissance

P.31

« N'Tola Saraman » de l'UNAFOM : Le sport comme vecteur de paix !

P.32

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

- **Gérant:** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef:**
- **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial:** Youssouf Diarra
- **Secrétariat:** Fatou SISSOKO



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



Guerre autour de l'héritage politique de Soumaila Cissé

Risque d'implosion de l'URD

L'Union pour la République et de la Démocratie (URD) - de l'ancien chef de file de l'opposition, feu Soumaila Cissé - se trouve actuellement dans le creux de la vague. La guerre des clans entre le Pr Salikou Sanogo et Gouagnon Coulibaly vient de livrer son épilogue. Elu par un congrès extraordinaire contesté par le vice-président, Gouagnon a été finalement confirmé président de l'URD par la Cour d'Appel de Bamako.

Une décision de justice, rendue le 4 avril 2022, avait reconnu l'élection de Gouagnon Coulibaly comme président du parti URD à l'issue du congrès extraordinaire du 16 janvier 2022. Alors qu'une guerre froide opposait les deux clans, le congrès extraordinaire électif aura été la goutte d'eau qui a fait déborder la vase.

A travers un communiqué signé par le secrétaire général Daouda Touré de l'URD, le Pr Salikou Sanogo, avait catégoriquement contesté la décision du tribunal de la grande instance de la Commune V qui a tranché en faveur

Gouagnon Coulibaly. « **Le tribunal... a reconnu le congrès extraordinaire au cours duquel Gouagnon Coulibaly a été élu à l'unanimité par les délégués présents à cette rencontre** », a informé la juridiction de la commune V.

A l'époque, l'URD avait annoncé - par un communiqué - faire usage des voies de recours appropriées contre la décision judiciaire précitée devant la Cour d'Appel de Bamako. Le clan du Pr Salikou Sanogo n'était pas du tout d'accord avec la première décision et a fait savoir que « **Le professeur Salikou Sanogo, prési-**

dent par intérim de l'Union pour la République et la Démocratie continuera à présider les destinées du parti jusqu'à une décision définitivement exécutoire ».

La Cour d'appel de Bamako en son audience du 22 avril 2022 avait annoncé la suspension de M. Salikou Sanogo et M. Gouagnon Coulibaly, d'exercer tous les actes en qualité de président de l'URD jusqu'à la décision sur l'instance en validation d'élection pendante devant la Cour d'appel à Bamako.

L'URD avait également rappelé que l'information judiciaire ouverte contre Gouagnon Cou-



libaly et autres pour faux et usage de faux devant le juge d'instruction du 9ème cabinet du tribunal de grande instance de la commune III se poursuivait normalement.

Quelques mois plus tard, la décision de la Cour d'Appel est tombée. Gouagnon Coulibaly est confirmée dans la position de président. Débouté donc le Vice- président, et président par intérim, Pr Salikou Sanogo.

Cette décision met fin à un feuilleton judiciaire à rebondissements qui aura fait du tort à la cohésion et à la stabilité au sein de l'URD avant même le décès brutal de son président fondateur, feu Soumaïla Cissé.

Le début de l'implosion

L'héritage politique de Soumaïla Cissé fait face à une rude épreuve au regard de la tournure que prennent les choses depuis un certain temps. L'URD fait l'objet de guerre interne avec un bicéphalisme qui ne disait pas son nom.

Le parti avait exclu en tout 11 membres dont Igor Diarra et l'actuel président issu du congrès du 16 janvier dernier, Amadou Cissé, Gouagnon Coulibaly et 19 autres cadres suspendus. Une décision dénoncée à l'époque lors d'un point de presse. Selon ce dernier, depuis le 10 février 2021 une première rencontre sur la vie du parti après le décès du Président Soumaïla

Cissé avait eu lieu pour mettre en place des commissions afin assurer la continuité. Malheureusement, souligne le désormais président, toutes les décisions prises pour l'avancement du parti ont été mises dans le tiroir par le premier vice-président Salikou Sanogo. Et ce, malgré toutes les démarches pour lui faire entendre raison afin d'éviter le pire au parti. Gouagnon avait laissé entendre que « **Le but évident du vice-président du parti, Salikou Sanogo est de tromper l'opinion publique nationale après avoir perdu définitivement la légitimité démocratique du parti dont le point d'orgue a été l'organisation du premier congrès du parti tenu le 16 janvier 2022** ».

Pour le désormais président, Gouagnon Coulibaly, il n'est pas question d'accepter que la minorité dirigée par Salikou Sanogo prenne des « **mesures d'exclusion et de suspension** » contre des cadres éminents du parti qui ont consenti des sacrifices énormes pour l'URD. Conformément aux articles 72, 73 et 74 du règlement intérieur, ces actes relèvent selon Gouagnon de la « **désinvolture** » accusant Pr Salikou Sanogo de « **gestion clanique et antidémocratique du parti** ».

Aujourd'hui, la décision rendue par la Cour d'Appel porterait en elle les germes d'une implosion totale si la sagesse ne prévaut pas au sein de l'URD.

Binadjan Doumbia



■ Daouda Bakary Kone



(CROISSANCE AFRIQUE)—Au Mali, la direction générale du trésor et de la comptabilité publique a levé le mercredi 07 septembre 2022 un montant de 31,620 milliards de FCFA (48,272 millions d'euros) sur le marché financier de l'Umoa. Cette opération a été rendue possible au terme d'une émission simultanée de Bons et Obligations de Relance (OaR) du Trésor respectivement à (182) jours et trois (3) ans.



■ Jeune Afrique



Depuis la diffusion d'une vidéo surréaliste de Mathias Pogba, celui-ci s'oppose à Paul, son benjamin, joueur de la Juventus et champion du monde de football avec la France. Leur mère, elle, a déjà pris parti.



■ Ras Dial Ras Dial



Malikoura en marche. 06 membres d'une même famille à kati- sanafara, tous admis à la fonction publique

■ Ammy Baba Cisse



La BAD accorde un prêt de 8 milliards 500 millions au gouvernement du Mali pour le renforcement du réseau électrique de l'EDM.

■ Mali Actu



Après un mercato absolument bouillant, Chelsea peine à lancer véritablement sa saison. Les Blues ont même été battu mardi en Croatie par le Dinamo Zagreb et quelques heures après, Thomas Tuchel a été viré de son poste.



■ Bacary Camara



Le nouveau concept culturel « Kanu Kènè » prend ses marques au Centre Togola de Sabalibougou en CV du district de Bamako (une photo prise lors de la première soirée de lancement)

Si vous êtes en galante compagnie avec votre « dulcinée » et que vous ne saviez pas où aller les Samedi Soir, je vous suggère une seule adresse : le Centre Togola de Sabalibougou, un espace culturel et d'animation qui vous offre pour deux bonnes heures (soit de 21h à 23h) une belle soirée de joie et de détente artistique, musicale, et de danse en compagnie de plusieurs artistes de talent. Tous les Samedi soirs, un spectacle de percussions et de danse sera suivi d'une orchestration musicale animée par des artistes qui ne sont plus à présenter comme la très talentueuse Sadio Sidibé du Wassoulou.

Pour empêcher les ventres d'être creux, un petit moment de dégustation culinaire - avec des mets très délicieux - est aussi prévu, sous l'œil très professionnel de Karim Togola, promoteur du Centre Togola et de la troupe théâtrale « Don » . Il est par ailleurs conseiller municipal et maire-signataire au centre d'Etat-civil de Sabalibougou.

Créée le 17 septembre 1987, la troupe « DON » a aujourd'hui 35ans d'existence. Son but est de valoriser la danse, le théâtre, la musique et toute activité culturelle, artistique et photographique dans notre pays. A son actif, nous retiendrions ses principaux ballets (dans les domaines Art et Sensibilisation) qui ont remporté les prix de la meilleure chorégraphie, lors des différentes biennales organisées à l'intérieur de notre pays (2003, 2005, 2010), ainsi que la production et la présentation de plusieurs pièces de théâtres sur des thématiques liées aux grands problèmes de notre société et qui sont entre-autres la condition féminine, la lutte contre la désertification, le planning familial, l'Alphabétisation des femmes..

Le Centre culturel ATD de Sabalibougou comprend un bâtiment administratif, une Bibliothèque, des salles de réunion, un cyber espace,

une salle de spectacle de 850 places assises, une buvette, une paillote..
B.CAMARA, Journaliste



Mahamadou Kanté bientôt libre ?(avec masque sur cette photo)
La Session ordinaire du conseil communal s'est achevée hier dans la grande salle de conference de la mairie de la CV, sur une note plutôt bonne et rassurante pour les amis et partisans de Mahamadou Kanté conseiller municipal URD, incarcéré depuis quelques jours à la prison centrale de Bamako.Son dossier pourrait vite connaitre un dénouement rapide et heureux si l'on en croit une source proche de la mairie qui nous informe que le principal plaignant a promis de faire marche arrière et de retirer sa plainte contre les personnes visées(M.Kanté et un autre conseiller municipal qui aurait pris la poudre d'escampette). Ce retrait pourrait du coup permettre d'accélérer le processus de mise en liberté de notre frère et ami, le « Mahometan » Mahamadou Kanté, militant émérite du parti de la poignée des mains et membre actif du mouvement composite du M5RFP,une marmelle de la chute du president IBK, ce « heros » malinké qui est sans doute passé à coté de sa propre histoire.Mais ça c'est une autre histoire.

B.CAMARA, Journaliste



■ Kassoum Thera



Malgré le but pas d'accord avec le coaching de Ten Hag au lieu de Ronaldo il devait plutôt faire entrer Casemiro

■ www.camfoot.com



Deux Lions Indomptables vont s'affronter ce mercredi soir dans l'un des duels les plus attendus de la compétition. C'est dans le cadre de la première journée de groupe de l'UEFA Champions League. Le groupe C est décidément celui de la mort au vu du calibre des équipes en compétition. Si possible le duel Onana contre Choupo-Moting pourra aussi être un match de gueule entre les deux copains de la sélection....



■ Perzan Fondateur du Pat



Un secteur inexploité ici

L'Ethiopie 🇪🇹 est l'un des plus grands producteurs de miel d'Afrique et elle produit environ 55 300 tonnes par an, alors que le pays a le potentiel de produire jusqu'à 500 000 tonnes de miel.

L'Éthiopie est également le quatrième plus grand producteur de cire d'abeille au monde



■ Moussa Mara



J'ai le plaisir de vous inviter ce jeudi 08 septembre à partir de 09h pour la présentation de mon nouveau livre « Pour un Mali meilleur » à la Faculté des Sciences Administratives et Politiques (FSAP).



■ Le Monde Afrique



Considérés comme des « mercenaires », les militaires sont notamment poursuivis pour « attentat et complot contre le gouvernement et atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat ».



■ Pulse Sénégal est à Dakar.



Cette fillette de 10 ans du nom de "Marwa" vend des mouchoirs en papier dans la ville d'Assouan, en Égypte.

Elle a observé de loin un marathon organisé pour les enfants et a rapidement couru vers eux pour demander si elle pouvait y participer. Bien qu'elle n'ait pas payé les frais de participation (qui s'élevaient à 200 livres), qu'elle n'ait pas non plus les chaussures de sport ou les vêtements appropriés, elle voulait néanmoins participer et avait le désir de gagner !

Les organisateurs n'ont pas privé cette enfant innocente de jouer.

Marwa a couru pieds nus. Elle a couru comme elle avait l'habitude de courir après les passants dans les rues pour leur vendre des mouchoirs... Elle a couru avec la fierté des pauvres, elle a couru comme si elle s'envolait vers le ciel pour embrasser la ligne d'arrivée. Au grand étonnement et à la surprise de tous, elle est arrivée en première position et a remporté la médaille d'or. Malgré ses circonstances malheureuses, elle a cru en elle et n'a laissé aucun obstacle ou revers l'empêcher d'atteindre son objectif. VU SUR LE NET !



■ Soudan infos



INCROYABLE, GUINÉE: À 18 ans seulement, elle donne naissance à des triplets. Longue vie aux bébés

Dieu est Amour et bonté !!! Bonne journée de mercredi avec #Soudan_infos



www.camfoot.com



Pour cette première journée de l'UEFA Champions League, le match Napoli - Liverpool sera l'un des plus suivi. C'est le club italien de Napoli qui reçoit au Stadio Diego Armando Maradona. Le destin met donc aux prises Zambo Anguissa, un des oubliés de la liste publiée par Samuel Eto'o Fils, sans jeu de mots, à Joel Matip, qui pointe la même personne comme étant responsable de sa retraite hâtive en sélection...



Didier Raoult



Sous ma direction, l'IHU recevait 3M€ de crédits récurrents par an (2,2M€ de l'Etat, 500k€ de loyer de l'AP-HM, 500k€ des fondateurs et partenaires). Avec ce budget, je laisse une trésorerie de plus de 8M€ : voilà ce que l'IGAS/IGAENR appelle de la mauvaise gestion.

Dr Djamilia Ferdjani



Chacun veut réussir et gagner beaucoup d'argent. Et c'est normal, surtout dans ce monde où les gens sont considérés par ce qu'ils ont. Mais l'argent, quand il est placé au dessus des valeurs humaines, pourrit la vie humaine. L'argent doit rester juste un outil et non un mentor.

Serge Daniel



#Burkina Faso-Retour de R.M.Kaboré /D'après mes informations, l'ancien Président du Burkina Faso R.M.Kaboré, autorisé à se rendre à l'extérieur pour des soins, regagne jeudi 8 09/ Ouaga.Selon un de ses proches, " il n'a pas encore dit +adieu+ à la politique, et écoute le peuple"

Abdoul MBAYE



Les images sont elles vraiment celle de l'aéroport de Saint Louis Ousmane Masseck N'DIAYE, entièrement inondé? Un aéroport est tou-

jours conçu pour échapper aux inondations. Une autre piste d'audit impératif pour justifier son coût! Combien de projets PSE prendront l'eau?



Nos plus sincères condoléances à l'Imam A B NDAO, qui vient de nous quitter. Il était homme d'islam pur et simple. Puisse Dieu l'accueillir en son Paradis.



Moussa AG Acharatoumane



#Talataye : L'aviation #FAMAs a opéré des frappes aériennes cette nuit dans la zone de #Talataye (#Gao) en appui aux populations contre des positions de #DAESH suite aux violents affrontements d'aujourd'hui. Nous les félicitons pour cette action contre cette nébuleuse.

COMMUNIQUE



Afin d'éviter les perturbations éventuelles dans le déroulement des paiements, la Direction Générale de l'INPS informe les retraités et rentiers ivoiriens qu'elle procédera à un **contrôle annuel de leur existence physique du 1er septembre au 30 novembre 2022.**

A cet effet les retraités et rentiers sont priés de déposer les pièces suivantes dans les lieux de paiements habituels :

Pour les retraités

- Certificat de vie
- Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants
- Attestation de non-imposition

Pour les conjoints survivants

- Certificat de vie
- Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants
- Certificat de non remariage

Pour les rentiers

- Certificat de vie

La Directrice des Relations Extérieures sait compter sur la bonne compréhension de tous.

LA DIRECTION

Climat : John Kerry espère que la COP27 va libérer "l'énergie" nécessaire "pour changer le monde"



L'émis-saire américain pour le climat John Kerry a déclaré mercredi qu'il espérait que la Conférence mondiale de l'ONU sur le climat (COP27) prévue à Charm el-Cheikh en novembre puisse libérer "l'énergie dont nous avons besoin pour changer le monde" au cours d'une réunion préparatoire avec des représentants de 24 pays africains en Egypte.

"Nous sommes en difficulté", a déclaré l'ancien secrétaire d'Etat américain, tout en considérant que le changement climatique est "irréversible", lors d'un forum sur la lutte contre le changement climatique. "20 pays sont responsables de 80% du problème, les Etats-Unis, à eux seuls, sont le second émetteur (de gaz à effet de serre), après la Chine", a souligné M. Kerry.

"Il est plus coûteux de ne pas agir contre le changement climatique que d'agir", a-t-il estimé, soulignant la responsabilité de "ces 20 pays à aider les autres pays dans leur transition". Il a également appelé à trouver des ressources via le "secteur privé" pour "financer la transition écologique".

Cette rencontre qui a débuté mercredi en Egypte doit durer trois jours. Elle se déroule après un sommet lundi aux Pays-Bas, destiné à soutenir l'Afrique face au changement climatique. Le président de l'Union africaine (UA) et président du Sénégal, Macky Sall, avait relevé "avec amertume, l'absence de dirigeants des pays industrialisés", à Rotterdam.

La COP27 prévue en novembre en Egypte a pour objectif "de porter la voix des leaders africains, afin de mobiliser plus de soutien international pour un rétablissement écologique de l'Afrique", selon la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique. Elle doit également se pencher sur les financements destinés à aider les pays les plus vulnérables à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre.

L'Afrique émet moins de 4% des émissions mondiales de CO2, selon l'ancien secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, qui s'exprimait cette semaine. Paradoxalement, ce continent subit la majorité des conséquences du changement climatique, notamment la sécheresse et les inondations.

La secrétaire générale adjointe de l'ONU, Amina J. Mohamed, ainsi que des représentants d'organisations internationales, d'ONG, et de com-

Tensions au Burundi : Le ministre de l'Intérieur nommé Premier ministre



Le ministre de l'Intérieur Gervais Ndirakobuca a été nommé mercredi Premier ministre du Burundi sur proposition du chef de l'Etat, qui avait évoqué la semaine dernière une "tentative de coup d'Etat", a annoncé la télévision d'Etat.

L'Assemblée nationale "approuve par 113 votes sur 113 la candidature du lieutenant général de police Gervais Ndirakobuca au poste de Premier ministre tel que proposé par le chef de l'Etat" Evariste Ndayishimiye, a détaillé la RNTB.

Le nouveau chef du gouvernement remplace Alain Guillaume Bunyoni, moins d'une semaine après que le chef de l'Etat a dénoncé devant des officiels ceux qui se croient "tout-puissants" et qui auraient des velléités de "coup d'Etat" dans son entourage et passent leur temps "à saboter" son action.

Nommé ministre de l'Intérieur, du Développement communautaire et de la Sécurité publique depuis 2020, M. Ndirakobuca est un membre du premier cercle des généraux issus de l'ex-rébellion qui contrôlent aujourd'hui le pays.

C'est pendant la guerre civile burundaise (300.000 morts entre 1993 et 2006) qu'il a acquis son surnom, Ndakugarika, littéralement "Je vais t'étendre raide mort" en kirundi, la langue nationale.

Les Etats-Unis et l'Union européenne ont instauré des sanctions en 2015 contre le général Ndirakobuca.

AFP

pagnies privées, participaient également mercredi à ce forum régional. Selon la Banque africaine de développement, le continent pourrait avoir besoin de 1.600 milliards de dollars entre 2020 et 2030, afin de lutter contre le changement climatique et s'adapter aux impacts négatifs de ce phénomène.

Fin août, une réunion du G20 en Indonésie, avait été clôturée sans que le groupe ne parvienne à s'accorder sur un communiqué final, malgré les mises en garde du pays hôte. Ce dernier avait appelé les grandes économies à travailler ensemble contre le réchauffement climatique, au risque de devoir s'aventurer sur des "terrains inconnus".

AFP

Guinée : Le procès du massacre de 2009 s'ouvrira "probablement" fin septembre (Ministre)



Le procès réclamé de longue date du massacre d'opposants au stade de Conakry le 28 septembre 2009 s'ouvrira "probablement" le 26 septembre, a déclaré le ministre guinéen de la Justice Alphonse Charles Wright mercredi à la radio française RFI.

Le 28 septembre 2009, des militaires avaient tué au moins 157 personnes et violé 109 femmes dans le stade où étaient rassemblés des milliers d'opposants à la candidature à la présidentielle du chef de la junte, Moussa Dadis Camara, selon une commission internationale d'enquête de l'ONU. Les victimes et leurs proches réclament un procès depuis des années. Les défenseurs des droits poussent aussi à sa tenue, au nom de la lutte contre l'impunité qui est la norme selon eux dans le pays. La Cour pénale internationale (CPI) fait aussi pression et a envoyé cette semaine une délégation en Guinée.

L'instruction judiciaire s'est achevée en décembre 2017, avec le renvoi d'une douzaine de prévenus devant un tribunal, dont Moussa Dadis Camara. Mais le procès a continué à se faire attendre, malgré les multiples engagements des autorités de Conakry, notamment sous le régime de l'ex-président Alpha Condé, renversé par un coup d'Etat militaire en 2021. "Tout porte à croire que si l'on se fonde sur les instructions de M. le président de la transition, ce procès probablement va avoir lieu à partir du 26 septembre", a déclaré M. Wright, en faisant référence au chef de la junte et chef de l'Etat, le colonel Mamady Doumbouya.

"Je dis probablement parce que c'est une date qui n'est pas encore validée", a-t-il dit en évoquant une validation prochaine.

Le chef de la junte avait demandé mi-juillet l'ouverture du procès avant la date anniversaire du massacre.

"Nous attendons la tenue d'un procès équitable qui respectera les droits de la défense et de la partie civile", a déclaré le Sénégalais Mame Mandiaye Niang, chef de la mission de la CPI arrivée lundi soir à Conakry.

"Nous sommes là pour accompagner ce processus, nous allons faire le monitoring pour voir si tout se passe bien. Nous offrons aussi une forme d'expertise et d'expérience pour assurer la réussite de ce procès", a-t-il précisé.

Moussa Dadis Camara, jusqu'alors en exil au Burkina Faso, était rentré en Guinée en décembre 2021 après y avoir été autorisé par la junte. Il s'était dit "prêt à (se) mettre à la disposition de la justice".

AFP

Mozambique : Une religieuse italienne tuée dans une attaque attribuée aux jihadistes



Une religieuse italienne a été tuée dans une attaque contre une mission catholique dans le nord-est du Mozambique, en proie à des violences jihadistes depuis près de cinq ans, a annoncé mercredi sa congrégation.

La sœur Maria De Coppi a été tuée par "des terroristes" qui ont attaqué la mission de Chipene mardi dans la soirée, ont précisé les Sœurs missionnaires comboniennes dans un communiqué. La mission est installée dans le diocèse de Nacala, ville portuaire d'une province du nord-est voisine du Cabo Delgado, épice de violences jihadistes dans le pays. Les assaillants "ont détruit et incendié l'église, les quartiers des sœurs, l'hôpital et les voitures de la mission", ont ajouté les responsables religieux.

Deux autres religieuses, une italienne et une espagnole, "ont réussi à s'échapper et à se cacher dans la forêt" avec un groupe de jeunes filles. Selon la presse italienne, la sœur Maria De Coppi, octogénaire, travaillait au Mozambique depuis les années 1960. La mission hébergeait des personnes qui ont fui leur foyer à cause des attaques jihadistes dans le pays. Les violences ont fait près de 4.000 morts depuis octobre 2017, selon l'ONG Aclred qui collecte des données dans les zones de conflit, et provoqué la fuite de 820.000 personnes.

La province septentrionale du Cabo Delgado, frontalière avec la Tanzanie et riche en gaz naturel, est la seule partie du Mozambique à majorité musulmane, et aussi l'une des régions les plus déshéritées de l'un des pays les plus pauvres du monde.

Après une attaque d'ampleur en 2021 dans la ville de Palma, qui avait contraint le géant français de l'énergie TotalEnergies à suspendre un projet de gaz naturel pesant 16,5 milliard d'euros, les violences avaient connu une relative accalmie.

Mais des attaques sporadiques se poursuivent ces derniers mois, touchant plusieurs des provinces voisines du Cabo Delgado.

Plus de 3.100 soldats de plusieurs pays africains ont été déployés depuis plus d'un an dans la région en soutien à l'armée mozambicaine.

AFP

Attaques de jihadistes présumés au nord du Burkina : Au moins neuf morts dont sept civils

Au moins neuf personnes, sept civils et deux soldats, ont été tuées mardi lors de deux attaques distinctes de jihadistes présumés, qui ont visé des civils et une patrouille militaire, dans le nord du Burkina Faso, ont indiqué mercredi à l'AFP des sources sécuritaires. "Des hommes armés ont fait une incursion dans le village de Tassiri, dans la commune de Gorom-Gorom hier (mardi) soir. Malheureusement, sept personnes, tous des civils, ont été tuées", a déclaré une source sécuritaire.

"Plus tôt, dans la même journée de mardi, des éléments d'une patrouille sont tombés, dans l'explosion d'un engin artisanal au passage de leur véhicule, à hauteur de Ounobé", une localité sur l'axe Dori - Kaya, deux grandes villes du nord du Burkina, a poursuivi la même source.

Les deux incidents ont été confirmés par une autre source sécuritaire, sans donner de bilan précis.

Ces deux attaques interviennent au lendemain de l'explosion d'un engin artisanal au passage d'un convoi de ravitaillement, entre Djibo et Bourzanga, toujours dans le nord, dans laquelle au moins 35 civils dont plusieurs enfants ont été tués.

Ces convois, escortés par l'armée, ravitaillent des villes du nord soumises à un blocus de groupes jihadistes qui ont récemment dynamité des ponts sur des grands axes routiers.

Dimanche soir, dans un discours à la Nation prononcé depuis la ville de Dori (nord-est), le président de la transition, le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, arrivé au pouvoir fin janvier lors d'un putsch,



avait salué une "relative accalmie" dans plusieurs localités.

Mais les attaques restent nombreuses depuis le début de l'année, à l'image de celles de cette semaine.

Après l'attaque meurtrière de lundi, M. Damiba avait appelé à "continuer le combat" face aux groupes armés.

Le Burkina Faso, où les militaires qui ont pris le pouvoir en janvier ont promis de faire de la lutte anti-jihadiste leur priorité, est confronté comme plusieurs pays voisins à la violence de mouvements armés affiliés à Al-Qaïda et au groupe Etat islamique.

Ces attaques y ont fait depuis 2015 des milliers de morts et quelque deux millions de déplacés.

Plus de 40 % du territoire du Burkina est hors du contrôle de l'État, selon des chiffres officiels, et le pays est devenu l'épicentre des violences dans le Sahel, avec plus d'attaques meurtrières qu'au Mali ou au Niger en 2021, selon l'ONG Acted.

AFP



CENTRE D'APPELS INPS

Appelez au : **20-70-51-70 // 20-70-51-71 // 20-70-51-72**

Une équipe professionnelle et dynamique à votre écoute

Du lundi au Jeudi

7h30 à 16h00

Vendredi

7h30 à 17h30

NOTRE AMBITION : MIEUX VOUS SERVIR

**-UN ACCUEIL CHALEUREUX
-UNE ORIENTATION SURE
-DES INFORMATIONS
FIABLES**

**Pour toutes informations et réclamations
relatives à l'INPS**

**-Renseignement sur
nos prestations
-Pièces à fournir et
suivi des dossiers
-Date et
Chronogramme de
paiement**



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

BON A SAVOIR

■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

www.oclei.ml

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

Mali : Les jihadistes de l'EI prennent une localité clé après d'âpres combats



Des jihadistes affiliés à l'organisation Etat islamique se sont emparés mardi soir d'une localité stratégique du nord du Mali au prix d'âpres combats avec d'autres groupes armés de la région et des jihadistes rivaux ayant fait allégeance à Al-Qaïda, ont indiqué un élu local, un responsable régional et un interlocuteur sur place.

Talataye, à environ 150 km de Gao, est régulièrement le théâtre de combats depuis le début du conflit malien en 2012, étant donné sa situation à la confluence des zones d'influence de différents groupes armés.

Aucun bilan humain des combats n'était disponible mercredi matin.

Les combats de mardi illustrent la volonté d'extension territoriale manifestée récemment par les hommes affiliés à l'Etat islamique au Grand Sahara (EIGS), qui multiplie les opérations au-delà de la zone déjà sous son emprise.

Les affrontements ont mis aux prises les combattants de l'EIGS et un certain nombre d'acteurs encore mal définis, compte tenu de la difficulté d'accès à l'information dans cette région désertique.

Mais des jihadistes rivaux du Groupe de sou-

tien à l'Islam et aux musulmans (GSIM, affilié à Al-Qaïda) faisaient partie de leurs adversaires, selon les sources de l'AFP. La nature de la relation entre les combattants du GSIM et des autres adversaires de l'EIGS n'a pu être précisée.

Le GSIM est très implanté dans les brousses de Talataye. Olivier Dubois, le journaliste français enlevé à Gao en 2021, s'y était rendu en vue d'un entretien avec le commandant du GSIM de Talataye.

Des combattants du groupe pro-gouvernement Mouvement de salut de l'Azawad (MSA) et d'ex-rebelles de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), qui ont combattu l'Etat malien avant de signer un accord de paix en 2015, sont aussi présents dans la zone.

"Les gens de l'EIGS sont arrivés cet après-midi sur des motos, les combats ont duré trois heures", a dit mardi soir à l'AFP un combattant du MSA qui a pris part aux combats avant de se replier et qui a été joint par téléphone satellitaire.

Les combattants de l'EIGS "ont pris Talataye" au crépuscule, a-t-il dit.

Un élu local a confirmé à l'AFP que "la mairie de Talataye et la ville" étaient mercredi matin

aux mains de l'EIGS. Talataye consiste essentiellement en une agglomération de hameaux où vivent des milliers de personnes.

Un responsable sécuritaire à Gao a confirmé des affrontements "entre groupes jihadistes". Tous s'exprimaient sous le couvert de l'anonymat pour leur sécurité et en raison de la sensibilité de ces questions.

La zone de Talataye, comme une grande partie du pays, échappent de fait au contrôle de l'Etat. L'armée malienne a dit mardi soir dans un communiqué avoir conduit une "reconnaissance offensive" par avion au-dessus de Talataye.

La junte au pouvoir depuis 2020 au Mali ne cesse d'affirmer avoir acculé les jihadistes à la défensive.

"Grâce aux actions offensives menées, nos forces armées ont remporté des victoires décisives contre les groupes obscurantistes. Ces actions ont également permis à l'Etat de réaffirmer son autorité sur une grande partie du territoire national", déclarait ainsi mardi le chef de la diplomatie Abdoulaye Diop.

AFP

Fourniture des intrants agricoles : Quand la professionnalisation s'impose

Les acteurs agricoles sont confrontés à des problèmes d'importation, de distribution d'engrais depuis un certain temps. Et cela est dû, selon un expert du domaine, Dr Daouda Diarra, non moins chargé de mission au ministère du Développement rural, à un manque de professionnalisation dans le secteur. Comme pour dire que l'incompétence de nombreux fournisseurs et acteurs crée des problèmes.

Selon cet expert du développement agricole, aujourd'hui, il est très important de réfléchir sur les voies et moyens à suivre pour faciliter l'accès aux intrants aux exploitants. En fait, ajoute-t-il, « tout ce que nous faisons, c'est de trouver les facteurs de production les meilleurs pour rendre beaucoup plus accessibles aux exploitants ces facteurs, dont les engrais, qui sont devenus un véritable casse-tête », analyse Dr Daouda Diarra. A l'en croire, il y a une réflexion à mener pour trouver les voies les meilleures afin de gom-

mer toutes les difficultés liées au retard de ces intrants, car tous les ans, il y a quelques problèmes dans ce domaine. « Aujourd'hui, on est passé à cette méthode de fourniture directe et pourquoi ne pas la repenser ? Par exemple, opter pour la subvention à la production, qui est une pratique ancienne. Avec des expériences, nous devons nous baser sur les lacunes pour faire de nouvelles formulations » a souligné cet expert de la loi d'orientation agricole.

Parlant des lignes directrices de ces nouvelles

formulations, Dr Diarra citera la loi d'orientation agricole, qui est l'instrument juridique véritable outil de travail du secteur. A cet effet, il a rappelé que cette loi prévoit en son article 129 la professionnalisation du circuit et de la distribution des intrants agricoles. Cette professionnalisation exige qu'on réfléchisse à qui professionnel et qui ne l'est pas. Et si on arrive à se donner les critères pour favoriser ce choix, on pourra s'éloigner du problème que le secteur rencontre aujourd'hui. Mais dans le cas contraire, si on laisse les gens faire ce qu'ils veulent, ces problèmes resteront sans solution. « Nous devons regarder ce que la loi dit et, à partir de là, on opérationnalise les dispositions de l'article 129 de la loi d'orientation agricole » indique-t-il.

A ses dires, il faut que les acteurs s'adosent à cette loi pour opérationnaliser les dispositions de ladite loi pour que cela soit un vrai appui, afin d'éviter un pilotage à vue de ce domaine. « Il faut donc que tous les acteurs du secteur se retrouvent, pour réfléchir à cette perspective qui doit inhiber toutes polémiques relatives aux exploitations agricoles », a-t-il indiqué.

Et de relever qu'il y a certainement une difficulté à se retrouver. Cela est dû à deux maîtres mots à savoir, professionnaliser les acteurs en faisant allusion à la capacité des acteurs. « Il faut qu'on s'asseye pour se dégager un certain nombre de critères pour aller à cette professionnalisation. Nous avons les perspectives à s'adoser à la loi d'orientation agricole, sur les aspects de la professionnalisation en termes d'importation, de distribution et de contrôle », a souligné Dr Daouda Diarra. Une professionnalisation qui devrait sonner le glas des oligopoles et des lobbys privés, qui semblent nuire aux intérêts de l'État.

Bruno D SEGBEDJI
Source : Mali Horizon



Dialogue avec les taïkonautes : Échanges entres 3 astronautes chinois et des étudiants africains

Des apprenants de la langue chinoise au Mali et des étudiants africains depuis la capitale Éthiopienne, siège de l'Union africaine ont effectué à un échange direct avec des taïkonautes (astronautes chinois) dans l'espace. C'était le mardi 6 septembre, à l'Institut Confucius de l'Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB).



C'était en présence de l'Ambassadeur de Chine au Mali, Zhihong CHEN, du Directeur malien de la Classe CONFICIUS du lycée Askia, Fayera SISSOKO et du Directeur Malien de l'institut CONFICIUS de l'ULSHB. Le 5 juin 2022, le vaisseau spatial habité chinois Shenzhou-14 a décollé et envoyé trois taïkonautes, M. Chen Dong, Mme Liu Yang et M. Cai Xuzhe, sur la station spatiale chinoise Tiangong (qui signifie « Palais céleste » en chinois). Ils ont partagé avec les jeunes étudiants leur vie et leur travail scientifique dans la station spatiale. Il s'agissait du premier dialogue entre des adolescents africains et des astronautes qui menaient des recherches scientifiques dans l'espace. Plus de 50 élèves et étudiants de la classe et de l'institut CONFICIUS du Mali ont participé à cet événement qui a donné lieu, à Bamako, à une projection des vidéos de présentation sur le développement de la Chine dans l'espace et les efforts déployés par l'Agence chinoise des vols spatiaux habités (China Manned Space Agency, CMSA) pour atteindre les réalisations actuelles. L'activité, organisée conjointement par la Mission chinoise auprès de l'Union africaine, la Commission de l'Union africaine et l'Ambassade de

Chine au Mali fait partie d'une série d'événements pour célébrer le 20e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et l'Union africaine.

Le lieu principal de l'événement, intitulé "Dialogue avec les taïkonautes", est au siège de l'Union africaine (UA) à Addis-Abeba, tandis que des étudiants d'Algérie, d'Égypte, d'Éthiopie, de Namibie, du Nigeria, du Sénégal, de Somalie et d'Afrique du Sud se sont joints au dialogue depuis des lieux annexes.

A l'occasion le directeur adjoint de la Station spatiale chinoise, Lin Xiqiang fait une brève présentation de la station spatiale chinoise à l'auditoire à travers une vidéo. « **La Station spatiale de Tiangong appartient à la Chine et au monde. Elle deviendra une plateforme ouverte pour toute humanité pour explorer l'univers et mener des recherches scientifiques** », a-t-il déclaré.

De son côté, le commissaire de la Commission de l'UA pour l'éducation, la science, la technologie et l'innovation, Mohammed BELHOCINE, a souligné que l'événement est, « une autre étape importante dans la coopération sino-africaine pour inspirer et impliquer les jeunes Africains dans les affaires spatiales »

a-t-il fait savoir.

A son tour, l'Ambassadeur de la Chine au Mali, Zhihong CHEN, a rappelé qu'en juillet dernier, des milliers d'adolescents africains ont posé leurs questions aux astronautes chinois dans la station spatiale "Palais céleste".

Aussi, il a précisé qu'en août dernier, la réunion des coordinateurs de la mise en œuvre des actions de suivi de la 8e Conférence ministérielle du Forum sur la Coopération sino-africaine a eu lieu à Beijing.

« **Le Dialogue avec Taïkonautes** » fait une partie importante de la mise en œuvre des acquis de la Conférence », a indiqué le diplomate. « **La Chine valorisera les technologies aérospatiales dans une coopération renforcée avec les pays africains dans les domaines du développement des sciences et technologies, de l'élimination de la pauvreté et de la lutte contre le changement climatique et de la protection de l'environnement écologique** », a-t-il soutenu.

■ Maffenin Diarra

Autonomisation des femmes : Des actions probantes pour sa concrétisation !

Promouvoir l'éducation des filles et le leadership féminin, telle est la finalité poursuivie par le projet SWEDD soutenue par la Banque mondiale. Durant 12 mois, le changement social et comportemental sera au cœur de la campagne de communication lancée. Cette campagne est dénommée "Stronger Together" littéralement en français "Plus Fort Ensemble" du projet SWEDD- Mali, en partenariat avec UNFPA sur financement de la Banque mondiale et de l'Agence Française de Développement (AFD). Par ce projet, les acteurs envisagent de toucher des millions de personnes. Le thème retenu pour la 3ème édition est : « Scolarisation des filles et leadership ». La cérémonie d'ouverture était placée, le mardi 6 septembre 2022, sous la présidence du ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population, Bréhima Kamena. C'était en présence de personnalités de marque dont l'invité d'honneur de la 3ème édition, Ousmane Mamadou Kane, ministre Mauritanien des Affaires Économiques et de la promotion des Secteurs Productifs, Président du Comité Régional de Pilotage du SWEDD



La représentante de l'UNFPA a fait savoir que le maintien des filles à l'école, l'accès à la formation, à l'emploi, à la lutte contre les violences basées sur le genre constituent le leitmotiv du programme. Selon elle, le thème de cette édition permettra inéluctablement de sensibiliser les communautés

pour la prise en compte de la situation particulière des adolescentes. Compte tenu de l'importance de ce projet porteur d'espoir, le ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population, Bréhima Kamena, a sollicité le soutien et l'accompagnement de

tous et de chacun, pour la réussite de la 3ème édition du projet SWEDD-Mali. Subséquemment, il a indiqué que les précédentes éditions ont permis de mobiliser plusieurs acteurs de changements. « De 2016 à nos jours le projet SWEDD a enregistré des résultats probants parmi lesquels : plus de 7 millions



de personnes touchées par les activités de communication pour un changement social et comportemental, 5075 leaders religieux et communautaires mobilisés, formés, et engagés pour accompagner la mise en œuvre des interventions du projet SWEDD-Mali sur le terrain, 97,75% de taux de rétention scolaire des filles bénéficiaires d'au moins un appui. En matière de santé, plusieurs interventions sont en cours. Le projet SWEDD a pour objectif d'accélérer la transition démographique et de déclencher le dividende démographique au sahel », a-t-il souligné, avant d'annoncer que le projet cadre parfaitement avec la volonté des autorités maliennes pour l'autonomisation des femmes. Le clou de la cérémonie a été la présentation des résultats des bénéficiaires des éditions passées et le tout, sous les notes captivantes du groupe emblématique de la musique malienne, l'Ensemble instrumental.

■ Ibrahim Sanogo





Bientôt la rentrée académique 2022-2023



Apprendre pour réussir sa vie et dans la vie et servir l'humanité
Passez une année universitaire subliminale avec UCAO-UUBa

Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest
Unité Universitaire à Bamako



Hamdallaye - porte 85 - Rue 109
BP E4165 Bamako MALI



+223 20 29 56 31 / 20 29 56 28



ucao.uuba@gmail.com



Université catholique de l'Afrique de l'Ouest de Bamako



www.ucao-uuba.org



RENTREE

ACADEMIQUE

2022-2023

27 septembre: session de rentrée administrative

4 octobre: Session de rentrée pour les étudiants S3 et S5

3 octobre 2022: Messe d'ouverture de l'année Académique 2022-2023

7 octobre: Test et concours d'entrée Masters Droit, Licence Journalisme et Communication

Lettre à grand-père : La démocratie mal expliquée !

Cher grand-père, la Démocratie a été très mal expliquée chez nous. Elle a été limitée aux élections des maires, des députés et du Président de la République. Du coup, elle est devenue l'ennemie de celui qui est au pouvoir et l'arme de ceux qui veulent venir au pouvoir. Elire un Président, c'est-à-dire mettre fin à un règne, un confort, un ordre, est devenu la seule partie visible et utile de la Démocratie. La seule pour laquelle se battent ceux qui veulent venir et la seule contre quoi se battent ceux qui ne veulent pas partir. La Démocratie a été mal expliquée dans notre pays.



On n'a jamais expliqué assez que la Démocratie c'est aussi le principe de séparation du pouvoir et l'Etat de Droit. Que le Magistrat, le Député, le Président et la Constitution, ce sont eux la Démocratie. Mais que les élections ne sont que le mode de désignation des décideurs dans une Démocra-

tie et non la Démocratie elle-même. Tout compte fait, il faut un pouvoir et des décideurs. Dans l'anarchie, ils viendront par des boulevards en force spéciale pour une durée indéterminée, à vie où plus fort devant eux. Mais en Démocratie, ils sont élus et pour un mandat bien défini.

Oui cher grand-père, en Démocratie, le député émane du peuple et vote les lois. Le Président élu, élabore les projets et les exécute conformément aux lois du député. Le Magistrat au parquet (procureur) veille à l'ordre prédéfini par la loi du député et poursuit celui qui trouble l'ordre. Et le juge tranche et applique la Loi. Et le député, le Président et le Magistrat, tous sujets du Droit et le pouvoir arrête le pouvoir. L'Etat de Droit naît et la Démocratie triomphe.

Le tout dans une Loi fondamentale (Constitution) sans mythe ni mysticisme. Le pays est porté par l'Etat sur trois pouvoirs (législatif, exécutif et judiciaire), repartit entre des institutions. Les modalités de désignation des pouvoirs, des institutions et leur fonctionnement toutes prescrites. Et en toute sécurité le graal portant le pouvoir est constitutionnellement repartit, géré et préservé contre tout destin désagréable. Et les hommes se succèdent, passent et repassent au concert des mandats et des élections. Sans que le graal ne tombe et que le pouvoir ne se perde ou ne se disperse sans arme et sans feu. Quel génie ? Je m'incline !

Hélas ! Hélas ! La Démocratie a été réduite aux élections. Et le débat est porté par les plus moins-sachants. A mardi, cher grand-père ! A mardi ! Inch'Allah !

Lettre de Koureichy
Source : Mali Tribune



Politique : c'est quoi, la démocratie ?

Gestion de la transition : L'imam Dicko taxé d'«isolationniste» par ses partisans

Le bureau de la commune VI a claqué ce lundi 5 septembre la porte de la Coordination des mouvements, associations et sympathisants de l'Imam Mahmoud DICKO (CMAS) au motif que l'attitude de leur désormais mentor est «isolationniste». Cette décision est un autre coup dur pour les partisans de l'Imam DICKO, après le départ de Issa Kaou N'DJIM et bien d'autres responsables de la CMAS.



Combattu par le M5-RFP pour avoir trahi la lutte pour l'instauration d'un nouveau départ (un nouveau Mali), l'imam DICKO est de plus en plus contesté au sein du mouvement politique qui porte son nom.

En effet, dans une lettre en date du 5 septembre largement partagée sur les réseaux sociaux, le bureau de la commune VI de la CMAS annonce la démission collective de son équipe, alors que l'imam Mahmoud DICKO sillonne des pays d'Afrique dans le cadre de l'installation de "Fulfuldé SUNNA TV".

« Le Bureau de la CMAS CVI, après avoir jaugé, tous les contours du contexte difficile des crises au sein de la CMAS de l'imam Mahmoud, après plusieurs rencontres extraordinaires, a décidé, au-delà de la suspension de ses activités politiques au niveau du Bureau exécutif national de la CMAS, de notifier à l'instance suprême de décision, la démission du Bureau communal de la CMAS, Commune VI », indique la lettre.

Dans leur document, les démissionnaires justifient que les raisons de leur retrait de la

CMAS étaient multiples, très motivantes et se justifiaient par des situations stigmatisant les actes et les rôles des uns et des autres au sein du bureau communal pour un Mali meilleur. Ainsi, dans la lettre signée par le président Kalil Sarmoye CISSE de la CMAS-Commune VI, il explique qu'en prenant cette décision, ils se sont référés à la déclaration du «mentor lui-même», l'Imam à l'occasion de la commémoration des événements du 10, 11, 12 juillet 2022, où il s'était exprimé sans un langage très clair dont la teneur du libellé suit : « moi seul, je ne peux pas, Assimi seul ne peut pas, Choquel seul ne peut pas...Il faut un minimum de consensus... ».

Consécutivement à cette intervention ciblée du parain, selon les membres démissionnaires de la CMAS, le bureau communal a avoué d'être surpris par l'attitude « isolationniste, inappropriée et paradoxale du bureau exécutif national de la CMAS qui a décidé contre toute attente de ne pas prendre part aux recrutements au niveau du CNT et de l'AIGE ».

Or, a rappelé le président CISSE, la CMAS avait

toujours répondu aux invitations du Conseil national de Transition (CNT) pour apporter ses propositions relatives à la nouvelle Charte de la Transition et à la nouvelle loi électorale. « En conséquence, nous avons décidé de combattre cette décision en toute responsabilité, sans aucun regret en nous maintenant dissidents vis-à-vis de la politique séparatiste du Bureau exécutif national de la CMAS au moment où l'heure est à l'union sacrée autour du minuscule résidu qui reste du Mali », annonce le président Kalil Sarmoye CISSE.

Enfin, le Président du bureau de la CMAS-commune VI, au nom de ses membres, a déclaré la dissolution de leur bureau, de toutes leurs commissions (réflexion et d'orientations, des sages, mobilisation et mise en place des cellules dans les quartiers) et de toutes les cellules au nom de trente une (31) au sein de la commune VI.

Le grand mobilisateur de la rue au monument de l'Indépendance contre le régime du défunt Ibrahim Boubacar KEITA, l'imam Mahmoud DICKO ne fait plus l'unanimité au motif qu'il est accusé d'être incohérent et inconstant dans sa prise de position. En cause, l'ancienne autorité morale du M5-RFP n'est plus harmonie avec ses alliés avec lesquels ils ont mené le combat contre IBK. Il n'est ni avec le M5 ni avec la transition en cours.

Le Mollah de Badaladougou qui a longtemps en sourdine désigné des personnalités aux postes importants et clés de la nation a du mal à rester à la mosquée conformément à sa déclaration au monument de l'Indépendance. « L'influent religieux », comme le surnomme des médias étrangers, l'imam DICKO assiste de plus en plus la perte de son code popularité auprès de ses fans, mais également de la population qui le vouait pour son sens de l'engagement.

Par SABA BALLO
Source : Info-Matin

Plainte du Mali contre la France à l'ONU : La société civile africaine dénonce l'omerta de certains Etats

Accusée par le Mali d'avoir fourni des renseignements et des moyens aux groupes terroristes qui endeuillent les populations du Sahel, notamment au Mali, la France - qui occupe depuis le 1er septembre 2022, la présidence du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) - ne semble pas inquiétée. Pour faire bouger les lignes, des organisations de la société civile et des diasporas de 15 pays africains d'expression française, dans un manifeste, apportent leur soutien à la plainte déposée par le Mali au Conseil de sécurité des Nations unies.

A travers cette saisine, le Mali entend exposer à la face du monde les preuves du soutien de la France aux groupes terroristes. Malheureusement, depuis deux semaines, un silence de plomb semble engloutir cette plainte au point de la faire oublier. En effet, consécutivement au départ du Mali des derniers soldats français engagés dans l'opération Barkhane, le gouvernement du Mali - en date du 15 août - a saisi le Conseil de sécurité des Nations Unies de ses griefs contre

la France. Dans un document rendu public, le gouvernement de la Transition accuse l'ancienne puissance coloniale d'avoir apporté son soutien aux groupes terroristes opérant sur une partie de son territoire où ils commettent des atrocités contre la population civile, à l'image du massacre en décembre 2021 entre Bandiagara et Mopti.

Aussi, le gouvernement brandit des preuves de violations de son espace aérien par la France. Deux semaines après - face à l'immobilisme

onusien - le Mali s'évertue à constituer des alliances afin d'obtenir du Conseil de sécurité le débat sur cette affaire.

« **Le rôle de la présidence du Conseil de sécurité est d'assurer l'organisation matérielle des réunions du Conseil de sécurité, arrêter l'ordre du jour de commun accord avec les autres membres dudit conseil, assurer le secrétariat, et à l'occasion de réunions, distribuer la parole. La France n'a pas le pouvoir d'empêcher l'inscription de la requête malienne à l'ordre du jour d'une réunion du Conseil de sécurité. En un mot, l'arrivée le 1er septembre de la France à la tête du Conseil de sécurité ne lui donne aucun pouvoir pour d'empêcher que la plainte du Mali si elle est maintenue, soit examinée et inscrite à l'ordre du jour et débattue** », explique le journaliste écrivain Seidik Abba.

Selon ce spécialiste, cette éventuelle confrontation entre la France et le Mali pourrait ne pas avoir lieu. Car, de sources bien introduites, des pays francophones auraient déjà entamé des négociations auprès des autorités de Bamako afin d'éviter que la France et le Mali se retrouvent à s'expliquer au Conseil de sécurité.





« Aujourd'hui beaucoup de pays se mobilisent pour convaincre le Mali de ne pas porter sa plainte devant le Conseil de sécurité. Afin de préserver les relations entre le Mali et la France, de même que le Mali et ses voisins, des pays comme le Sénégal, le Burkina Faso, s'activent pour assurer une médiation entre la France et le Mali pour éviter qu'on aille jusqu'au Conseil de sécurité » explique Seidik Abba. C'est justement face à une telle démarche, jugée peu orthodoxe, que des organisations de la société civile et des diasporas ont produit un manifeste dans lequel elles apportent leur soutien au Mali, tout en interpellant l'ensemble des États membres de l'Organisation des Nations unies pour une contribution effective à la tenue d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité en vue d'examiner la plainte du Mali. Beaucoup de pays comme le Sénégal ont tenté une médiation en vue de parvenir au retrait de la plainte du Mali auprès de l'ONU. L'objectif

de cette démarche est d'éviter tout débat sur ces questions. Une approche rejetée par les signataires dudit manifeste qui « Dénonç[ent] et condamn[ent] l'initiative du président sénégalais, M. Macky Sall qui tenterait une médiation entre le Mali et la France, selon une déclaration de presse de Mme Aissata Tall Sall, ministre sénégalaise des Affaires étrangères ». Aussi, ont-il rappelé que selon la Charte des Nations unies, seuls le Conseil de sécurité et/ou l'Assemblée générale de l'ONU sont habilités à traiter les litiges ou contentieux entre États membres. Ce qui ôte toute légitimité, ou base légale, à un État tiers de se poser en médiateur, sauf à être expressément mandaté pour cela par le Conseil de sécurité et/ou l'Assemblée générale de l'ONU. Ce qui n'est pas le cas du président sénégalais. La coalition de sociétés civiles invite le président du Conseil de Sécurité de l'ONU à convoquer une réunion d'urgence du Conseil et à inscrire la question à l'ordre du jour de la 77e session de l'Assem-

blée générale de l'ONU qui débutera le mardi 13 septembre 2022.

Ces sociétés civiles africaines estiment que « la saisine du Mali est une opportunité exceptionnelle pour le Conseil de sécurité de l'ONU d'élucider de manière décisive les raisons de la persistance et de l'expansion du terrorisme et du chaos dans le Sahel, malgré la présence massive des forces armées internationales ayant pour mission de le combattre et de contribuer au maintien de la paix ». Elles invitent enfin la jeunesse africaine et les forces progressistes de tous bords à rester mobilisées et à user de tous les moyens habilités pour que la saisine du Mali soit examinée par le Conseil de sécurité, les faits exposés et les responsabilités établies. « En cas de refus d'examen de la plainte du Mali, nous nous réservons le droit d'obtenir ces preuves et de les divulguer au monde entier », préviennent-elles

Binadjan Doumbia.

Deuil : Nabintou Diakité s'est éteinte le Wassoulou perd une voix pure et pleine de promesses

Moins d'un an après la sortie de son 3e album (en novembre 2021), la pure voix du Wassoulou s'est éteinte le dimanche (4 septembre 2022) à Fana où elle était en séjour thérapeutique dans sa belle-famille. Une immense perte pour la musique malienne désormais orpheline d'une artiste talentueuse promise à une très brillante carrière !

Hélas ! Le destin en a décidé autrement ! Coulibaly Nabintou Diakité nous a quittés dimanche dernier (4 septembre 2022) en fin de journée à Fana où ses obsèques ont eu lieu le lendemain (lundi 5 septembre 2022) dans sa belle-famille.

En vraie amazone, elle a farouchement résisté à ce mal pernicieux qui la rongait depuis des années. Elle s'est battue contre la maladie sans jamais baisser les bras, entourée de ses proches, dont son époux Berthin Coulibaly toujours aux petits soins pour son épouse. D'ailleurs, ce grand amour a permis à la voix d'or du Wassoulou de redonner espoir à ses fans avec un dernier album : Dounia ! Ce monde auquel elle a tourné de dos aujourd'hui pour de bon ! Moins d'un an après la sortie de cet ultime opus en novembre 2021 !

«Dounia» a été chaleureusement accueilli par les critiques comme un chef d'œuvre de la musique du Wassoulou, de la musique malienne. Et cela parce qu'il est encore difficile de choisir entre les dix titres (Denko, Nani Nani, Diarabi, Naloma, Kalan, Marakaw, Djougouya, Madame Cissé, Yanonkalaya et Dounia) qui le composent. Des morceaux évoquant les thé-



matiques de la cruauté humaine, de la méchanceté gratuite, des coups de la vie, de l'amour, de l'éducation, de la santé, du leadership féminin et aussi de la... mort ! Prémonition ? En tout cas, l'œuvre a séduit ! «Ce nouvel album à réconcilier tout le monde sur l'immense talent de ce jeune artiste qui maîtrise tellement son art et surtout sa voie qu'elle en fait ce qu'elle veut sans perdre le contrôle», avait alors avoué (après la sortie officielle) un critique en reconnaissant qu'il l'avait jusqu'à sous-estimée.

«Dounia» a enrichi sa discographie après «Nadiara Minyé» (1998/99) et «Ma Ouléni» (2004). Grande dame de la musique malienne qui était sur la scène depuis l'âge de 10 ans, Nabintou n'est plus à présenter. En effet, elle a fait ses premiers pas dans la chanson en tant que choriste aux côtés de sa cousine, la diva Oumou Sangaré (avec qui elle s'est réconciliée juste

avant de tirer sa révérence). Avec Oumou, elle a parcouru le monde pour donner des concerts. Une belle opportunité de se frotter à de grands artistes et de se forger un style avant d'être propulsée dans le grand bain du showbiz avec «Nadiara Miyé» sorti en 1998/99 sous la houlette du maestro Massambou Wélé Diallo. Pour de nombreuses critiques, le coup d'essai fut un véritable coup de maître. L'opus obtint en effet le prix de la meilleure vente sur le marché discographique malien. En 2004, Nabintou a mis sur orbite «Ma Ouléni» sous le Label MBD Productions de M'Baye Boubacar Diarra. Pour la promotion de cet album, le jeune talent à la voix d'or a parcouru l'Afrique du nord au sud et de l'est à l'ouest.

Malheureusement, des événements personnels vont l'éloigner de la scène musicale pendant de longues années. En décembre 2017, celle qui est surnommée la «Voix d'or» du

Wassoulou ou la «Tigresse» a fait un remarquable come-back avec un nouveau single, «Simaya» (Longévitité) qui a aussitôt cartonné sur la bande FM et sur les plateformes de téléchargement. Le succès est viral car, longtemps sevrés de sa sublime voix, les fans s'en délectent.

L'an dernier, Nabintou Diakité était donc revenue en force dans les bacs et sur la scène musicale malienne voire africaine avec «Dounia» ! Un opus teinté de l'expérience accumulée pendant sa jeune carrière marquée par des

tournées en Afrique, en Amérique et en Europe. Paraissant alors en pleine forme, l'artiste chanteuse et l'auteure-compositrice avait en réalité fait violence sur elle-même pour dire adieu aux mélomanes, à ses nombreux fans à travers le monde qui ne cessent de lui rendre un hommage mérité sur les réseaux sociaux depuis l'annonce de son décès !

Nabintou a été arrachée de façon précoce à leur affection comme Tata Diakité, Ramata Diakité... et bien d'autres avant elles. Mais, tout ce qu'Allah fait est bon !

Ida saya yé Né Dôgônin (petite sœur) !
Puisse Allah le Tout Puissant, le Très Miséricordieux, t'ouvrir largement les portes du paradis Firdaws ! Que la souffrance endurée avec la maladie soit l'absolution totale de tous tes péchés !

Adieu Nabintou

Courage petit frère Berthin car ainsi va la vie !

Moussa Bolly
Source : Le Matin



Burundi : Évariste Ndayishimiye, président d'une ouverture sous contrôle

Depuis son accession au pouvoir en 2020, le président du Burundi, Évariste Ndayishimiye, balance entre signes d'ouverture du régime, qui reste sous l'emprise de puissants "généraux", et ferme contrôle du pouvoir avec des atteintes aux droits humains dénoncées par des ONG.

Le chef de l'Etat, a affiché son autorité mercredi avec l'annonce de la nomination d'un nouveau Premier ministre et de nombreux hauts responsables, cinq jours après avoir mis en garde contre les velléités de "coup d'Etat" de ceux qui se croient "tout-puissants" et passent leur temps "à saboter" son action.

Au niveau international, M. Ndayishimiye, 54 ans, est régulièrement salué pour avoir ouvert son pays, classé comme le plus pauvre au monde en PIB par habitant par la Banque mondiale, et a obtenu la levée des sanctions économiques imposées par les Etats-Unis et l'Union européenne après la crise de 2015.

Cette année-là, l'annonce de la candidature du président sortant Pierre Nkurunziza à un troisième mandat avait plongé le pays dans une profonde crise politique, marquée par une féroce répression (exécution sommaires, disparitions, torture...) qui a fait au moins 1.200 morts et poussé quelque 400.000 Burundais à l'exil.

Evariste Ndayishimiye a été l'un des hommes clés du système qui a verrouillé le pays après 2015.

Et sa désignation en tant que candidat du CNDD-FDD, le puissant et très militaire parti au pouvoir depuis 2005, à l'élection de mai 2020 devait l'inscrire dans les pas du "guide suprême".

"Généraux" en coulisses

Mais à la mort de Nkurunziza un mois après son élection, il s'est démarqué.

Son prédécesseur niait l'existence du Covid-19 dans le pays ? Lui a qualifié le coronavirus de "plus grand ennemi des Burundais". Nkurunziza s'était enfermé au Burundi ? Ndayishimiye se rend à l'ONU, à Bruxelles, à Dubaï.

Des figures de la société civile sont rentrées



et la BBC a été de nouveau autorisée à émettre dans le pays.

Le président "fait des choses", soulignait en mai à l'AFP Julien Nimubona, professeur de sciences politiques à l'université du Burundi: "Il voudrait bien aller plus loin mais il y a des résistances assez terribles."

Ces résistances ont un nom: "les généraux". Ce conclave, qui s'est connu dans le maquis quand le CNDD-FDD n'était encore qu'une rébellion hutu, est en coulisses le véritable maître du pouvoir, selon les experts.

En 2021, "Neva" laissait poindre sa solitude dans un discours. "Il y en a qui m'ont dit que je mourrai d'épuisement en cherchant à débusquer les fautes commises", déclarait-il avant d'interroger: "Comment voulez-vous que je fasse puisque je n'ai trouvé personne pour m'aider parmi mes collaborateurs ?"

Mais si les experts s'interrogent sur l'étendue de sa marge de manoeuvre, certains d'entre eux questionnent aussi la sincérité de celui qui reste un général parmi les généraux.

Malgré les promesses, les violations des droits humains continuent. En septembre 2020, une commission d'enquête de l'ONU affirmait que la situation restait "désastreuse" au Burundi.

"Il y a certains aspects où il n'y a eu aucune évolution, je pense notamment à la torture, aux enlèvements, aux disparitions forcées", estimait en mai Carina Tertsakian de l'Initiative pour les droits humains au Burundi (IDHB), basée à l'étranger.

Les renseignements et la ligue de jeunesse du

parti, les Imbonerakure, jouent un rôle majeur dans ces exactions, a récemment dénoncé Human Rights Watch dans un rapport.

Caractère ambivalent

M. Ndayishimiye venait d'entrer à l'université du Burundi lorsque la guerre civile éclata en 1993. Il était en deuxième année de droit quand fut perpétré le massacre de dizaines d'étudiants hutu par des extrémistes tutsi en 1995, un épisode dont il réchappa par miracle et qui le convainquit de prendre les armes.

Il fut le principal négociateur du CNDD-FDD lors de la signature en 2003 de l'accord de cessez-le-feu de la guerre civile, qui fit au moins 300.000 morts, et occupa ensuite plusieurs postes de haut niveau au sein du gouvernement, s'affirmant alors comme un homme de consensus.

Ceux qui connaissent personnellement Ndayishimiye décrivent un caractère à deux facettes.

"C'est un homme plutôt ouvert, d'abord facile, qui aime blaguer et rire avec ses amis", confiait à l'AFP, sous couvert de l'anonymat, un de ses amis après son élection. "Mais contrairement à Nkurunziza, qui (était) un animal à sang froid et très sobre (...), Évariste Ndayishimiye est plutôt colérique, s'empporte très facilement au risque de s'enflammer".

AFP

Trafic, esclavagisme, violences : Le calvaire des employées ouest-africaines à Oman

Une organisation de défense des droits des migrants a tiré la sonnette d'alarme à propos du trafic, des violences et autres abus subis selon elle par les employées sierra-léonaises à Oman, une semaine après que le Liberia eut exprimé des inquiétudes similaires pour ses ressortissantes travaillant dans le sultanat.

L'ONG Do Bold a recueilli les témoignages de 621 Sierra-léonaises émigrées à Oman, où elles travaillent notamment comme employées de maison. Elle a pu en vérifier 469, et son rapport publié mercredi est sans appel: toutes sauf une peuvent être considérées comme victimes de trafic humain, tel que défini par l'ONU.

La "vaste majorité" ont également connu des conditions de travail assimilables à du travail forcé.

Selon le compte-rendu, 78% des employées de maison sierra-léonaises ont été recrutées frauduleusement, 80% ont enduré des journées de travail de 16 à 20 heures, 99% n'avaient aucun jour de congé, 91% ne pouvaient se déplacer librement et 77% ont subi de la discrimination.

En plus de cela, 60% ont subi des vols de salaires, 57% des violences physiques et près d'un tiers (27%) des violences sexuelles, ajoute-t-il.

Selon Human Rights Watch, la majorité des employés de maison dans les états du Golfe proviennent de pays asiatiques, mais les nations africaines sont devenues des sources de main-d'œuvre plus populaires à mesure que les migrants venus d'Asie ont pu bénéficier de mesures de protection renforcées.

Selon un rapport du département d'Etat américain publié en 2021, le gouvernement d'Oman faisait des efforts pour respecter les normes minimales en matière d'élimination de la traite d'êtres humains, mais qu'il ne les respectait pas encore totalement.

"Les travailleurs expatriés à la recherche d'emplois mal rémunérés continuent d'être exposés au risque de traite dans le cadre du système de parrainage de visa à Oman, qui accorde aux agences de recrutement et/ou aux

parrains de visa omanais un contrôle unilatéral important sur les visas de résidence et de travail des employés et donc sur leur statut juridique dans le pays", indique le document.

"Les trafiquants soumettent certains de ces travailleurs à des pratiques d'emploi qui constituent du travail forcé, notamment des heures de travail excessives, la confiscation des passeports, le non-paiement des salaires, la privation de nourriture et des abus psychologiques et sexuels", ajoute le compte-rendu.

"Esclavage"

Le rapport fait suite à une réunion virtuelle tenue la semaine dernière entre le ministre du Travail du Liberia, Charles Gibson, et le ministre des Affaires étrangères d'Oman, Humaid Al Maani, au cours de laquelle M. Gibson a fait part de ses inquiétudes concernant la traite et l'"esclavage" de femmes et de jeunes filles de son pays à Oman.

M. Gibson a demandé aux autorités omanaises

de ne plus délivrer de visas de travail aux femmes libériennes recrutées par des agences de placement pour des emplois de domestiques, et d'autoriser une délégation libérienne à se rendre dans le pays.

"Les femmes libériennes(...) sont retenues par leurs employeurs dans une situation d'esclavage qui s'apparente à de la traite d'êtres humains", indique un communiqué du ministère du Travail.

De son côté, M. Al Maani a "blâmé les agences de recrutement" et a déclaré à la presse que les médias ont déformé la situation.

"Il a déclaré que sur plus de cinq cents travailleuses libériennes à Oman, seules 26 ont signalé avoir des problèmes, mais a exprimé la volonté de son gouvernement de travailler avec le Liberia pour répondre aux préoccupations exprimées", a-t-il ajouté.

Le gouvernement omanais n'a pas répondu aux demandes de réaction de l'AFP

AFP



Les arènes de Luanda :

Un vestige qui attend sa renaissance

Au détour d'une rue embouteillée surgit un Colisée de béton fané, aux pieds enfouis derrière des baraques de tôle. Les arènes de Luanda, vestige du passé colonial de l'Angola abandonné depuis des décennies, attendent de renouer avec le public.

Il faut franchir un portail en tôle ondulée pour y accéder et grimper des marches couvertes de débris, où flotte une épaisse odeur d'urine. Sur les murs fatigués subsistent les numéros des tribunes, à moitié recouverts par des graffitis.

Jusqu'en 1975, les Luandais se pressaient sur les 20.000 places du stade pour assister à des "touradas", les corridas de taureau. Un spectacle plutôt inédit dans ce pays d'Afrique australe.

"Il y avait un torero mozambicain, Chibanga, c'était une grande référence", raconte d'une voix râpée António de Oliveira, dit "Delon", président de l'association culturelle qui occupe désormais l'édifice.

"Nous avons l'impression que seuls les Portugais blancs pouvaient pratiquer la tourada, pas les Africains. Quand nous avons vu Chibanga, ça a été énorme, tout le monde voulait le voir". La piste de sable humide est encore là. Les gradins sont intacts mais déserts. A l'indépendance, le gouvernement d'inspiration marxiste décide de bannir ce spectacle surtout cher aux colons portugais.

"Ils considéraient que les corridas incarnaient une mentalité de meurtre et qu'il fallait insuffler un autre esprit", se souvient Delon. "De toute manière, il n'y avait pas ici une culture du taureau très développée. Les corridas ont été introduites en 1950, c'était nouveau, mais ça n'a pas laissé énormément de traces".

Des torreros angolais? Cela ne dit rien à personne. "A l'époque, nous ne savions pas qui étaient les Portugais, qui étaient les Angolais, ça n'existait pas!", avance Delon avec un sourire ironique.

Après l'indépendance, les arènes deviennent un lieu de concert. Les plus grands noms de la musique d'Afrique centrale jouent entre ces

murs, Pepe Kalle ou Koffi Olomidé.

Bières tièdes et lassitude

Mais alors que la guerre civile ravage le pays, les arènes bâties en 1964 tombent en ruine. Peu à peu, des réfugiés venus de tout le pays affluent dans la capitale, havre de sécurité relative, et peuplent la périphérie. Les arènes se réinventent une fois de plus.

Attirés par sa proximité du centre, certains trouvent refuge dans l'ancienne Praça de toros et ses alentours. "Nous avons vu cet espace abandonné, en mauvaise condition. Réfugiés, nous n'avions pas d'autre solution", raconte Francisco, ancien militaire arrivé avec sa famille en 1998.

La guerre civile prend fin en 2002 et les arènes sont définitivement abandonnées. Mais ici, à l'image d'un pays où le MPLA au pouvoir depuis l'indépendance a remporté le mois dernier la dernière élection disputée, le changement se fait attendre.

Cela fait près de dix ans que le gouvernement local parle de rénover les arènes, afin qu'elles

redeviennent un lieu de spectacle. En 2019, le gouverneur s'y était déplacé pour une énième "évaluation". Depuis, rien.

"Il y a un peu de mécénat privé mais pas d'autre source de financement", déplore Delon, qui aimerait voir revivre les arènes. "Nous avons un grand patrimoine culturel: danse, musique, cinéma, artisanat".

En attendant, la principale activité consiste à boire une bière tiède en compagnie des autres vieux du quartier qui passent ici leurs matinales assis sur des chaises en plastique, à se remémorer l'ancien temps sous d'immenses poutres de béton.

Dans les hauteurs, des squatteurs occupent quelques logements fermés par des barreaux, voilés par de grands drapeaux rouge et noir aux couleurs nationales et gardés par des cerbères enchaînés.

La centaine de familles concernée par un futur relogement habite principalement le "barrio" autour des arènes, destiné à être transformé en parking pour le public.

"Après vingt ans ici, le gouvernement nous demande de partir. Pas de problème", assure courtoisement Francisco, assis devant sa maison de parpaing avec vue sur l'édifice et les laveurs de voiture du quartier. "Un jour ça va être réhabilité", répète-t-il, comme tout le monde ici. "On attend".

AFP



« N'Tola Saraman » de l'UNAFOM : Le sport comme vecteur de paix !

Le sport comme vecteur de paix : Moctar Sow, président de l'UNAFOM met en place le concept "N'Tola Saraman"

Au micro d'une web-TV, Moctar Sow, le président l'Union nationale des anciens footballeurs du Mali (UNAFOM), initiateur du concept N'Tola Saraman a mis en exergue le lien entre le sport en général et la paix. « **Le lien entre le sport en général et la paix, c'est deux éléments transversaux, universels. C'est deux éléments qui ont trait aux masses. Le sport nous amène à la paix, à la cohésion sociale et au développement. C'est surtout le développement durable** », a-t-il souligné.



« **Quand vous prenez la paix, la paix se nourrit du développement qui est assez transversale. Donc, nous on fait parfaitement le lien à travers notre concept de N'Tola Saraman qui veut dire le ballon. Beaucoup de personnes ne le savent pas et nous l'avons montré et démontré que le N'tola est aussi un élément culturel** », a-t-il ajouté.

En outre, il a expliqué l'ambition l'UNAFOM à travers son projet de l'Union Africaine des anciens footballeurs est de le concrétiser à travers l'adhésion d'autres associations du monde du football africain. « **Nous sommes**

quelque part des panafricanistes par conviction, nous avons eu la chance de traverser les âges. Nous avons été des véritables ambassadeurs. Vous savez le premier ballon d'or africain, il est malien, il s'appelle Salif Keita et ce que nous voulons faire à travers notre projet d'union africaine des anciens footballeurs, c'est de concrétiser ce projet de l'UFAA à travers l'adhésion des autres associations footballistiques des autres pays africains », a-t-il fait savoir.

■ Maffenin Diarra





Bélier (21 mars - 19 avril)

La routine au travail vous ira très bien. Vous pourrez accomplir des tâches en pensant à autre chose, d'autant plus que des tensions dans votre activité vous useront moralement. Vous devrez vous détacher mentalement d'un stress qui ne sera pas le vôtre.

Le refus d'un prêt ou d'un découvert risquera de faire capoter votre projet. Vous devrez trouver un plan B, mais en cette période estivale, vous ne trouverez pas grand monde pour fixer un rendez-vous financier. Vous ferez tout pour obtenir un délai.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous aurez bien moins la cote qu'hier ! Mars opposé à la Lune vous rend impatient et renforce les mauvais aspects du carré à Uranus. Inutile de vous énerver après les autres, surtout pour une erreur ou un oubli que vous avez vous-même commis.

Inutile de chercher à révolutionner vos finances aujourd'hui, ça ne donnera rien. Le mieux est de faire avec ce que vous avez, les opérations financières nouvelles seront bien trop risquées. Souvenez-vous qu'il vaut toujours mieux tenir que courir...



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Une nouvelle orientation professionnelle pourrait vous intéresser. Acceptez toutes les pistes de réflexion que l'on vous présente. Un entretien avec un collègue chevronné peut vous apporter un éclairage appréciable et susciter un déclic dans la carrière.

Le salaire s'envole dans différentes dépenses. Vous réalisez combien votre générosité cause un déséquilibre financier. Vous espérez obtenir un meilleur salaire à l'avenir pour retrouver une aisance matérielle. En attendant, la prudence est de mise.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Les discussions que vous aurez achopperont sur des questions d'organisations et de répartitions des rôles. Vous ne vous efforcerez plus de manager les susceptibilités. Vous ne craignez plus de déranger l'ordre établi ni de bousculer les idées.

Il ne sera pas question de flamber votre argent. Placer des euros sans être certain de récolter au moins votre mise vous semblera un pari trop risqué. Et comme vous n'aurez pas l'esprit joueur, tenter votre chance en investissant peu vous ennuiera.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous devez ralentir la cadence, car on vous demande de fournir beaucoup de choses en un minimum de temps et cela vous impose des délais de travail trop courts. Du stress est inévitable et il ne favorise guère une bonne productivité professionnelle.

Il est conseillé de ne pas trop craquer devant les articles désirés. Vous pourriez passer la journée à fantasmer et à finalement cesser d'acquiescer plusieurs articles. Vos achats compulsifs commencent à se calmer pour adopter une sagesse nécessaire.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous ne ménagerez pas vos efforts ce mercredi et vous serez capable de traiter un bon nombre de tâches en un temps record. Ce sera l'occasion de rattraper le retard accumulé et même de prendre de l'avance sur un dossier important qui vous a été confié.

L'état de vos comptes ne réclame pas votre attention. Prudent et bon gestionnaire, vous avez parfaitement géré vos finances jusque-là, vous avez une vue nette de votre budget et rien ne va venir perturber cet équilibre. Vous pouvez tranquillement occuper votre temps de d'autres domaines.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous pourriez perdre patience et ne pas laisser passer une chance. Une opportunité se présente et vous donne l'occasion de changer de service ou de fonction. Un remplacement soudain et débouchant sur du long terme peut incarner cette chance inattendue.

La prudence est encore conseillée, vous ne pouvez pas vous offrir des loisirs comme bon vous semble, par crainte plutôt que par manque de fonds. La stabilité matérielle est pourtant présente, mais vous avancez avec des craintes de manquer de trésorerie.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous tirerez un bilan positif des actions menées jusqu'ici. Vous occuperez le terrain en maîtrisant votre sujet et en prenant des initiatives efficaces. Vous parierez sur de bonnes relations professionnelles pour transmettre vos idées sans les imposer.

Que vous soyez chez vous ou sur un lieu de villégiature, vous aurez des frais que vous n'aurez pas comptés dans la gestion de votre budget. En voyant le montant qui vous semblera astronomique, vous regretterez votre insouciance financière de la veille.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Ne tendez pas le bâton pour vous faire battre ! Éloignez-vous des ragots, tournez votre langue sept fois dans votre bouche avant de vous exprimer, car la configuration astrale ne plaide pas en faveur d'une communication positive !

Vos finances sont attaquées par plusieurs dissonances astrales. Il est essentiel que vous gardiez un œil bien ouvert sur vos dépenses. Ce n'est pas aujourd'hui qu'il faut vous engager dans une affaire financière. Ne signez rien !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Même si tout n'avance pas comme vous le voulez, vous aurez l'endurance et la volonté de ne pas relâcher vos efforts. Cette attitude pourrait s'avérer payante si vous cherchez un emploi. Les recruteurs apprécieront votre détermination et votre engagement.

Ne prenez pas de risques aujourd'hui. La Lune trouble Pluton et pourrait fausser votre jugement. Vous manquez d'intuition et vous lancez dans une opération financière des plus hasardeuses. Avant de foncer, n'hésitez pas à vous faire conseiller par un professionnel de confiance.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Des relations intéressantes vous entraînent vers de nouveaux horizons et vous éprouvez le désir de prendre un virage dans l'activité. Il peut s'agir d'un changement de secteur. La routine vous a un peu lassé et un sursaut de renouveau vous accompagne.

Vous aimeriez gagner plus pour vivre avec un confort que vous espérez. Des achats peuvent concerner des produits pour l'habitation. L'envie de refaire votre garde-robe fait partie des dépenses possibles. Vos frais se font au gré de vos souhaits du moment.



Poisson (19 février - 21 mars)

Si vous avez des actions à entreprendre, ce sera le moment. Uranus encouragera vos initiatives en vous mettant sur de nouvelles pistes et en activant votre réseau d'influence. Attention toutefois à ne pas vous mettre en tort vis-à-vis de votre hiérarchie.

Jupiter apportera une bouffée d'oxygène à vos finances par des engagements susceptibles de générer plus de revenus dans l'avenir. Cela prendra du temps, ce sera évident. Une fois vos jalons posés, vous semblerez déterminé à défendre vos intérêts.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23